

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°611 – 19 décembre 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Publication du rapport sur la politique monétaire dans l'UMOA par la BCEAO

Selon le [Rapport sur la politique monétaire dans l'UMOA](#) de décembre 2025, le taux de croissance de l'Union s'est situé à 6,6 % en glissement annuel (g.a) au 3^{ème} trimestre, après 6,5 % au trimestre précédent, porté par la bonne orientation de l'activité dans l'ensemble des secteurs. Sur la même période, le taux d'inflation est ressorti à -1,3 % g.a., après 0,3 % un trimestre plus tôt, sous l'effet du recul des prix des produits alimentaires, en particulier des céréales, et de ceux des services de restauration et d'hôtellerie. Sur le plan budgétaire, le déficit de l'Union s'est réduit à 3,4 % du PIB à fin septembre 2025, contre 4,4 % du PIB un an plus tôt, tandis que la dette publique s'est établie à 64,7 % du PIB. Les échanges extérieurs se sont traduits par un déficit global de la balance des paiements ramené à 848,6 Md FCFA (1,3 Md EUR) au 3^e trimestre 2025, contre 1 829,2 Md FCFA (2,8 M EUR) un an plus tôt, en lien avec la réduction du déficit du compte courant, revenu à 5,7 % du PIB. Les conditions monétaires se sont assouplies, en lien avec l'amélioration de la liquidité bancaire et la baisse des taux directeurs de la BCEAO, contribuant à une détente des taux sur le marché régional des titres publics et à une progression de la masse monétaire de 15 % g.a.

650 M de la BID pour des projets d'infrastructures et de capital humain en Afrique de l'Ouest

Le chiffre à retenir

1,2 Md USD

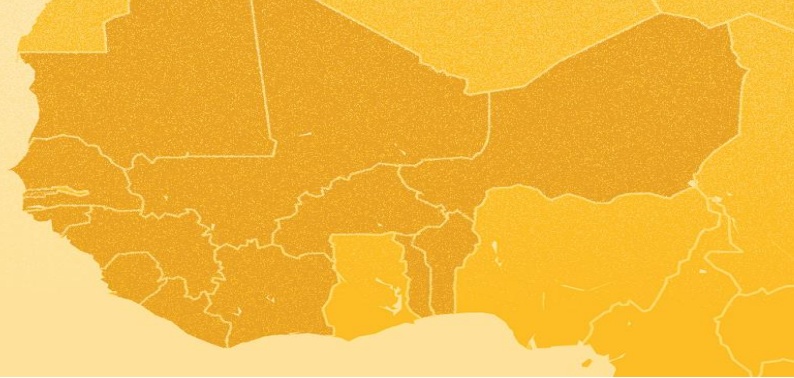
Montant de l'investissement annoncé pour la construction de la raffinerie d'alumine de WCAG en Guinée

Le 13 décembre 2025, le Conseil d'administration de la Banque islamique de développement (BID) [a approuvé](#) un ensemble de projets d'un montant total de 1,4 Md USD douze pays membres, incluant des opérations en Afrique de l'Ouest. Le financement comprend 201 M EUR pour la modernisation de la section Tafiré-Ferkessedougou de l'autoroute A3 en Côte d'Ivoire et 306,9 M EUR pour l'expansion et la mise à niveau de la route Godomey-Ouidah-Hillacondji au Bénin, renforçant le corridor stratégique Abidjan-Lagos. En Mauritanie, 55,2 M EUR sont alloués à l'interconnexion électrique Mauritanie-Mali et à des centrales solaires, et 61,4 M à la construction d'un hôpital de référence pour la santé maternelle et infantile à Nouakchott, tandis que la Sierra Leone bénéficie de 25,9 M EUR pour le projet WASH et la restauration des bassins versants de Freetown.

Bénin

30 M EUR de la BERD pour renforcer le réseau électrique

Le 12 décembre 2025, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement



(BERD) [a lancé](#) son 1^{er} investissement en Afrique subsaharienne, accordant un prêt souverain de 30 M EUR à la Société Béninoise d'Énergie Électrique (SBEE) pour renforcer le réseau national et moderniser les infrastructures de distribution. Ce financement s'inscrit dans un programme global de 173 M EUR, cofinancé par l'Agence française de développement (AFD) et la Banque européenne d'investissement (BEI), et bénéficiant d'une subvention de l'Union européenne via l'Africa Investment Platform. Le projet permettra d'étendre le réseau moyenne et basse tension, d'améliorer la détection des pannes et la cybersécurité, et d'électrifier environ 120 000 foyers, soit 600 000 personnes, dans 750 localités rurales des régions de Mono, Couffo (au sud-ouest du pays) et Borgou (au nord-est du pays). Devenu actionnaire de la BERD en 2024 et pays d'intervention depuis juillet 2025, le Bénin bénéficie de l'appui de la Banque, qui y concentre ses actions sur les infrastructures durables, le développement du secteur privé et le renforcement de la gouvernance économique.

102 M EUR de la BAfD pour la production de viande de volaille

Le 10 décembre 2025, le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement (BAfD) [a approuvé](#) un prêt de 102,1 M EUR en faveur du Bénin pour la 1^{ère} phase du Programme de transformation de l'agriculture dans la zone des Savanes. Le projet vise à accroître durablement la production nationale de viande de volaille en intégrant les chaînes de valeur maïs, soja et volaille, à travers l'aménagement de 120 000 hectares de maïs et 80 000 hectares de soja et la production prévue de 41 000 tonnes de viande de volaille. Il prévoit la fourniture de kits d'élevage, de semences certifiées, d'engrais et de produits phytosanitaires, le renforcement des capacités de stockage avec 60 magasins de 1 000 tonnes, 90 magasins de 500 tonnes et 150 aires de séchage, ainsi que l'appui aux petits exploitants agricoles pour l'amélioration des

semis, la gestion des cultures, la résilience climatique et la lutte antiparasitaire. Le programme bénéficiera directement à 50 000 personnes et indirectement à 500 000 autres.

Burkina Faso

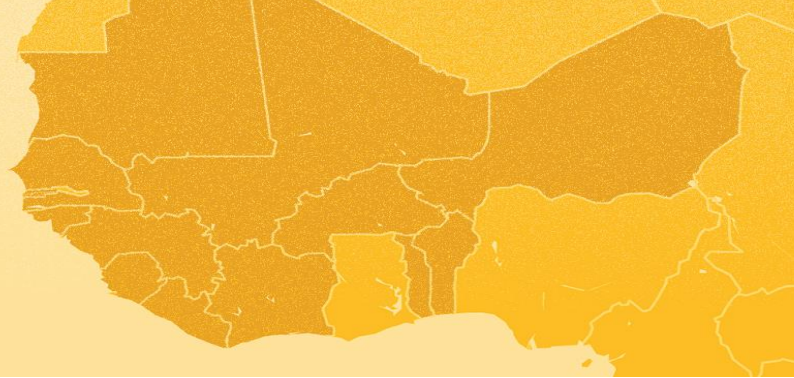
70,3 M EUR du FAD pour un projet de transport

Le 10 décembre 2025, le Conseil d'administration du Fonds africain de développement (FAD) [a approuvé](#) un prêt concessionnel de 70,3 M EUR pour financer le Projet d'appui au secteur des transports. Ce financement, accordé par le guichet concessionnel du Groupe de la Banque africaine de développement (BAfD), vise à accélérer le désenclavement de l'intérieur du pays, à renforcer l'intégration sous-régionale et à améliorer la résilience des populations. Il complète des appuis de la Banque mondiale, de la Banque islamique de développement et de l'Agence japonaise de coopération internationale, ainsi qu'une contribution de l'État burkinabè. Les ressources permettront notamment l'acquisition d'engins et d'équipements pour la mise en place de cinq brigades d'entretien routier d'urgence, le financement de travaux d'entretien routier périodique jusqu'en 2030, ainsi que la réhabilitation et la construction d'infrastructures de maintenance.

Cap-Vert

20 M USD de l'UE pour soutenir les réformes structurelles et la transition énergétique

Le 15 décembre 2025, le gouvernement du Cap-Vert et l'Union européenne (UE) [ont officialisé](#) un programme d'appui budgétaire non remboursable de 20 M USD, destiné à accompagner les réformes structurelles et la



transition énergétique. Déployé sur 3 ans, le programme vise à améliorer l'accès à l'électricité pour les ménages vulnérables via des tarifs sociaux, à renforcer les capacités du Système national de contrôle de l'électricité (ONSEC), à consolider l'écosystème numérique et à optimiser la gestion des finances publiques, notamment dans le secteur du transport maritime. Cet appui s'inscrit dans un cadre financier plus large mobilisant près de 500 M USD, incluant les initiatives Global Gateway, Team Europe et le Fonds Morabeza.

Côte d'Ivoire

Fitch Ratings relève la note souveraine de la Côte d'Ivoire à « BB » avec une perspective stable

Le 12 décembre 2025, l'agence de notation Fitch Ratings [a annoncé](#) relever la note souveraine de la Côte d'Ivoire de BB- à BB avec une perspective stable, soulignant la levée de l'incertitude politique, une croissance robuste et un contexte macroéconomique stable. En particulier, Fitch prévoit une croissance du PIB à 6,4 % en 2025, 6,5 % en 2026 et 6,6 % en 2027 soutenue par les secteurs des hydrocarbures et minier et la résilience du secteur agricole face aux chocs climatiques. Le taux d'inflation devrait être inférieur à 2 % sur la période 2025-2027, en raison de l'ancrage du franc CFA et de la politique monétaire restrictive de la BCEAO. La dette publique devrait se réduire à 56,1 % du PIB d'ici 2027 en lien avec une croissance nominale soutenue et une diminution du déficit public projeté à 3 % du PIB en 2025 et du déficit courant à 1,7 % en 2025.

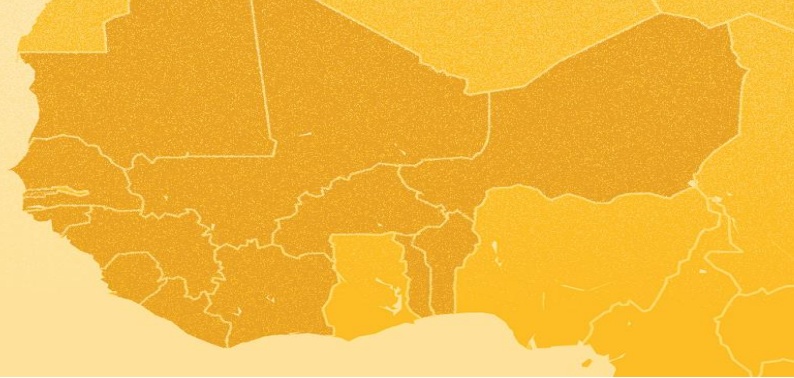
Lancement de la PIRME pour transformer le secteur extractif et énergétique

Le 3 décembre 2025, le Conseil des ministres [a adopté](#) le lancement de la Politique intégrée des ressources minérales et de l'énergie (PIRME),

une stratégie visant à doubler la contribution du secteur mines-énergie au PIB (de 7 % en 2022 à 14 % en 2040) pour en faire le second pilier de l'économie nationale après l'agriculture. Selon le ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, la mise en œuvre de la PIRME nécessitera un investissement de 38 000 Md FCFA (57,9 Md EUR) sur 15 ans réparti en 3 phases quinquennales et alloué à hauteur de 41 % au secteur de l'énergie, 30 % au secteur minier et 29 % aux hydrocarbures. Ces financements devraient combiner ressources publiques et privées, avec l'ambition de réduire de 38 % les émissions du secteur énergétique et d'intégrer 45 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique national. La PIRME a également l'ambition de positionner la Côte d'Ivoire comme 1^{er} producteur africain d'or ainsi que d'atteindre la production pétrolière à 500 000 barils par jour.

Restitution du Schéma directeur du système d'information 2026-2030

Le 25 novembre 2025, le Ministère du Plan, de l'Economie et du Développement [a restitué](#) le rapport final du Schéma directeur du système d'information (SDSI) 2026-2030 s'inscrivant dans le Plan National de Développement 2026-2030. La feuille de route opérationnelle du SDSI prévoit 6 programmes et 44 projets pour budget total de 10,2 Mds FCFA (16 M EUR), portant notamment sur la modernisation des centres de données, la cybersécurité, le cloud souverain et le renforcement des compétences. L'étude souligne comme principales faiblesses la multiplicité des plateformes non interconnectées, l'obsolescence des infrastructures et l'insuffisance des dispositifs de sécurité. Elle propose également quatre orientations : la professionnalisation de la fonction informatique, la mise en place d'un réseau intégré, le déploiement d'applications mutualisées et sécurisées, ainsi que la modernisation des infrastructures techniques.



Gambie

38,2 M USD décaissés par le FMI au titre de la FEC et de la FRD

Le 12 décembre 2025, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) [a approuvé](#) la 4^e revue de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et la 1^{ère} revue de l'accord relevant de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), permettant un décaissement immédiat cumulé d'environ 38,2 M USD. La validation de la revue de la FEC, autorise un décaissement de 12,4 M DTS (environ 17 M USD), portant les décaissements totaux au titre de cet accord à 49,8 M DTS (environ 68 M USD). La 1^{ère} revue de la FRD, approuvée en juin 2025, permet un décaissement de 15,5 M DTS (environ 21,2 M USD), destiné à renforcer la résilience macroéconomique et la capacité d'adaptation aux chocs climatiques. A l'issue des revues, le Conseil a accordé une dérogation pour non-respect du critère de performance relatif à l'accumulation des réserves internationales nettes. Par ailleurs, le FMI estime la croissance réelle du PIB à 6 % en 2025, soutenue par l'agriculture, la construction et le tourisme, tandis que l'inflation est revenue à 7 % en octobre 2025. Les autorités se sont engagées à poursuivre la consolidation budgétaire, à renforcer la mobilisation des recettes domestiques et à préserver la soutenabilité de la dette, tout en maintenant les dépenses sociales et d'infrastructure.

Guinée

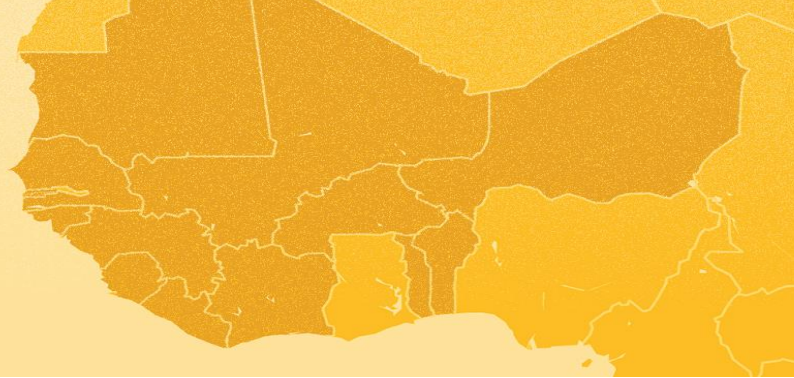
Lancement des travaux de la raffinerie d'alumine de WCAG à Boké pour un investissement de 1,2 Md USD

Le 12 décembre 2025 à Dobali, dans la préfecture de Boké au nord-ouest du pays, les autorités guinéennes, en partenariat avec

Winning Consortium Alumina Guinea (WCAG), [ont procédé](#) au lancement officiel des travaux de construction d'une raffinerie d'alumine. Le projet, inscrit dans le Programme Simandou 2040, vise à renforcer la création de valeur ajoutée locale et à réduire la dépendance du pays aux exportations de minerai brut. L'infrastructure sera implantée sur une superficie de 109 hectares et représente un investissement estimé à 1,2 Md USD, pour une capacité de production annuelle de 1,2 M de tonnes d'alumine. Elle comprendra notamment la construction d'une centrale électrique dédiée de plus de 300 MW. Selon les informations communiquées, le projet devrait générer jusqu'à 10 000 emplois directs et indirects sur la phase de construction et d'exploitation. Cette raffinerie constitue la deuxième unité de transformation d'alumine lancée en Guinée et s'inscrit dans la stratégie nationale de valorisation industrielle des ressources minières, notamment de la bauxite dont la Guinée est le 1^{er} producteur mondial.

25,8 M USD de financement additionnel du FAD pour l'interconnexion électrique Guinée-Mali

Le 10 décembre 2025, le Conseil d'administration du Fonds africain de développement (FAD), guichet concessionnel du Groupe de la Banque africaine de développement (BAfD), [a approuvé](#) un financement additionnel de 25,8 M USD en faveur de la Guinée pour le projet d'interconnexion électrique 225 kV Guinée-Mali. Cette enveloppe comprend un prêt concessionnel d'environ 22 M USD et un don de 3,8 M USD. Elle vise à poursuivre la mise en œuvre du projet, après un premier financement d'environ 41 M USD accordé en décembre 2017, et porte le coût total du projet en Guinée de 346 à 372 M USD. Le projet bénéficie par ailleurs de cofinancements de l'Union européenne, de la Banque mondiale, de la Banque européenne d'investissement et de la Banque



d'investissement et de développement de la CEDEAO. La période de mise en œuvre est prévue de janvier 2026 à décembre 2028. Le financement additionnel doit permettre la réalisation de 37 500 branchements électriques supplémentaires, la création de départs moyenne tension pour l'électrification rurale, ainsi qu'un appui institutionnel à Électricité de Guinée et à l'Autorité de régulation du secteur de l'électricité et de l'eau, incluant les frais de gestion du projet.

Libéria

Le Liberia réaffirmé éligible à un second programme du Millennium Challenge Corporation

Le 10 décembre 2025, le conseil d'administration du Millennium Challenge Corporation (MCC) [a réaffirmé](#) l'éligibilité du Liberia à un second programme de coopération. Selon le ministère des finances, cette décision fait suite aux résultats du pays au tableau de bord 2025 du MCC, sur lequel le Liberia a validé 12 des 22 indicateurs, au-delà du seuil requis, et satisfait aux deux critères déterminants relatifs au contrôle de la corruption et aux droits politiques et libertés civiles. Le 1^{er} programme du MCC, signé en 2015 et doté de [257 M USD](#), avait porté sur des investissements dans les infrastructures routières, l'énergie et l'agriculture. Il avait notamment contribué à la réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Mount Coffee, qui alimente aujourd'hui une partie de Monrovia. Le processus en cours pourrait ouvrir la voie à de nouveaux financements concessionnels en appui aux priorités nationales, notamment dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie et du capital humain, sous réserve des étapes ultérieures d'instruction et de négociation prévues par le MCC. Dans ce cadre, le gouvernement prévoit, au titre de son Pacte énergétique national, de porter le taux d'accès

à l'électricité de 33 % à 75 % sur un horizon de 5 ans, tout en réduisant le coût de l'électricité.

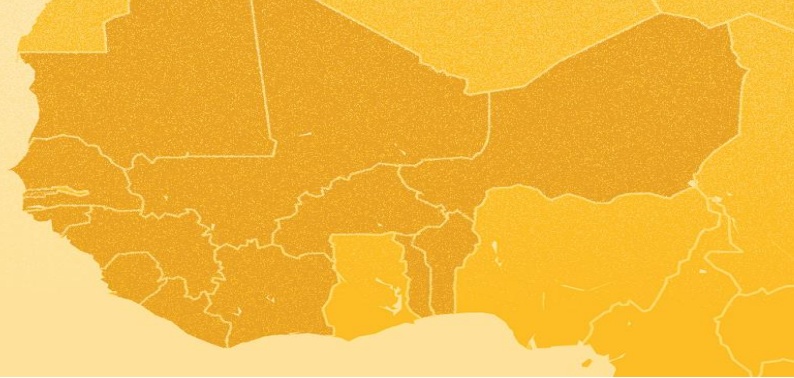
7,7 M USD du FEM pour la réduction du mercure dans l'orpaillage

Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) [a approuvé](#) un projet visant à réduire la pollution au mercure issue de l'exploitation artisanale et à petite échelle de l'or, élaboré par l'Agence libérienne de protection de l'environnement et soutenu par le Groupe de la Banque africaine de développement (BAfD). Le projet bénéficie d'un financement du FEM de 7,7 M USD, complété par un cofinancement indicatif de 24,6 M USD de la BAfD. Il marque l'entrée du Liberia dans l'initiative mondiale planetGOLD, qui vise à réduire l'utilisation du mercure tout en renforçant les cadres réglementaires, l'accès au financement et l'adoption de technologies alternatives. L'initiative s'appuie sur les réformes institutionnelles soutenues par la BAfD dans le secteur minier et s'inscrit dans les engagements du pays au titre de la Convention de Minamata. Les objectifs opérationnels incluent la réduction de l'usage de 50 tonnes de mercure sur cinq ans, la restauration de 10 000 hectares de terres dégradées, la baisse de 148 000 tonnes d'émissions de CO₂ et l'amélioration des conditions de travail et des moyens de subsistance d'environ 20 000 personnes.

Niger

Exécution budgétaire à fin septembre 2025

[Selon](#) le rapport d'exécution budgétaire à fin septembre 2025, les ressources totales mobilisées atteignent 2 360 Md FCFA (3,6 Md EUR), comprenant 1 206 Md FCFA (1,8 Md EUR) de recettes budgétaires, et 1 155 Md FCFA (1,8 Md EUR) d'emprunts. Malgré un contexte contraint, les réalisations des recettes internes s'élèvent à 1 017,7 Md FCFA (1,6 Md EUR) pour un objectif cumulé de 1 098,7 Md FCFA (1,7 Md



EUR), soit un taux de réalisation de 92,6 %. Les recettes fiscales représentent 91,5 % des réalisations totales. Les charges exécutées totalisent 2 126,5 Md FCFA (3,2 Md EUR), dont 1 364 Md FCFA (2,1 Md EUR) de dépenses budgétaires et 762,1 Md FCFA (1,2 Md EUR) de charges de trésorerie. Les dépenses budgétaires couvrent notamment la dette et autres charges (216,1 Md FCFA), le personnel (306 Md FCFA), les acquisitions de biens et services (71,6 Md FCFA), les dépenses de subventions et transferts courants (213,7 Md FCFA) et l'investissement public (555 Md FCFA, dont 320,4 Md sur ressources extérieures). Le solde budgétaire ressort déficitaire de 157,6 Md FCFA (240,2 M EUR), soit 1,2 % du PIB.

2,7 M USD de la FAO pour le développement des moyens de vie durables

Le 13 décembre 2025, un nouveau projet visant le renforcement des organisations paysannes pour le développement de moyens de vie durables [a été signé](#) entre le gouvernement du Niger et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Financé par le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) à hauteur de 2,7 M USD, ce projet d'une durée de 3 ans ambitionne de renforcer les capacités des agriculteurs à mobiliser et gérer des investissements productifs et à développer des activités génératrices de revenus. Mis en œuvre dans les régions de Dosso et de Tillabéry (au sud-ouest du pays), il vise le développement de filières agricoles rentables, l'établissement de partenariats durables avec le secteur privé et le renforcement des organisations de producteurs de base et de leurs unions. Les appuis prévus doivent favoriser la mise en place de chaînes de valeur résilientes et adaptées au climat afin d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les communes ciblées. La mise en œuvre est confiée à une fédération nationale de coopératives agricoles, avec un accent sur la formation, la coordination, le suivi

et la capitalisation des bonnes pratiques, en cohérence avec les priorités nationales et les axes d'intervention de la FAO au Niger.

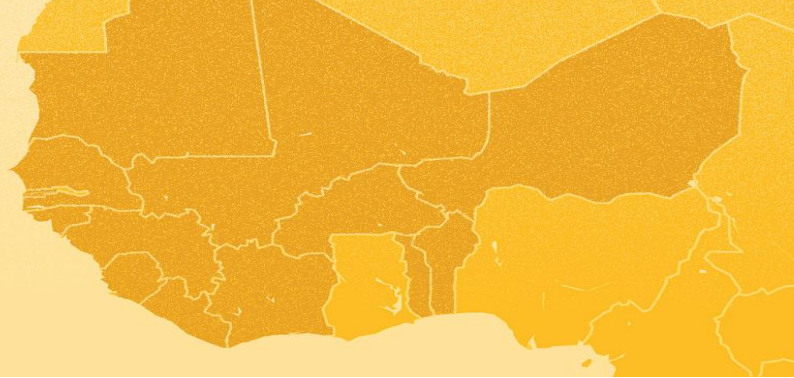
Sénégal

Adoption de la Loi de finances 2026 par l'Assemblée Nationale

Le 13 décembre 2025, l'Assemblée nationale [a adopté](#) le Projet de Loi de finances initiale (PLF) pour l'année 2026. Le volume de dépenses est évalué à 7 433,9 Md FCFA (11,3 Md EUR, + 12,4%) pour des recettes estimées à 6 188,8 Md FCFA (9,4 Md EUR, +23,4%), conduisant à un déficit budgétaire projeté à 5,4 % du PIB. Le cadrage macroéconomique repose sur une hypothèse de croissance du PIB de 5 % en 2026. La LFI intègre par ailleurs [44 projets](#) prioritaires, pour un montant cumulé de 633,7 Md FCFA (1 Md EUR), orientés vers des investissements dits structurants. Le texte budgétaire prévoit également un renforcement de la mobilisation des recettes internes, avec un taux de pression fiscale projeté à 23,2 %.

Inauguration de la première usine d'assemblage de véhicules militaires

Le 16 décembre 2025, le président de la République [a inauguré](#) à Diamniadio, à 30 km de Dakar, la nouvelle usine d'assemblage de véhicules militaires tactiques de la société ISEVEM (Industrie Sénégalaise de Véhicules Militaires). Portée par l'État et soutenue financièrement et techniquement par le Fonds souverain d'investissements stratégiques (FONSIS), il s'agit de la première unité industrielle publique-privée dédiée à l'assemblage de véhicules destinés aux Forces de défense et de sécurité. Cet événement s'inscrit dans la vision stratégique des autorités de renforcement de l'autonomie industrielle et technologique dans le domaine de la défense. D'un budget de [35 Md FCFA](#) (53,4 M EUR), le projet avait fait l'objet d'un protocole d'accord



signé en novembre 2024 portant sur un objectif de production annuelle de 1000 véhicules.

Sierra Leone

79,8 M USD débloqués par le FMI au titre de la Facilité élargie de crédit

Le 16 décembre 2025, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) [a approuvé](#) la 1^{ère} et la 2^e revue du programme de la Sierra Leone appuyé par la Facilité élargie de crédit, ouvrant la voie à un décaissement immédiat de 58,3 M DTS, soit 79,8 M USD. Ce décaissement porte les montants totaux versés au titre de l'accord à 93,3 M DTS (127,8 M USD). Le programme, approuvé le 31 octobre 2024, vise le maintien de la soutenabilité de la dette, la réduction de l'inflation, la reconstitution des réserves de change et le renforcement de la gouvernance. La 1^{ère} revue avait été retardée en raison de dépassements budgétaires observés en 2024, financés en partie par la banque centrale, d'une baisse des réserves et de retards dans les réformes, des mesures correctives ayant depuis été mises en œuvre. À l'issue des revues, le Conseil a accordé des dérogations pour non-respect de certains critères de performance relatifs au crédit net à l'État, aux actifs intérieurs nets et aux réserves internationales nettes. Les autorités ont réaffirmé leur engagement à renforcer l'effort budgétaire, améliorer la gestion de la dette et préserver les dépenses sociales, dans un contexte de réserves limitées et de risque élevé de surendettement.

23 M EUR investis par Orange Sierra Leone dans un nouveau centre de données

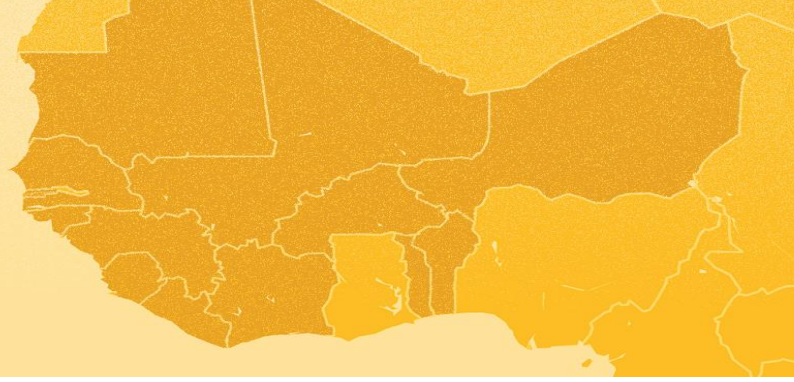
Le 29 novembre 2025, le président Julius Maada Bio [a inauguré](#) un nouveau centre de données Orange à Bo, dans le sud du pays. Réalisée par Orange Sierra Leone pour un coût de 23 M EUR, l'infrastructure constitue une réplique du

principal centre de données de l'opérateur à Freetown et a pour vocation d'assurer la continuité des services numériques en cas de panne, d'incident technique ou de catastrophe naturelle. Son implantation hors de la capitale vise à renforcer la résilience du réseau dans un contexte d'exposition récurrente de Freetown aux glissements de terrain et aux inondations, tout en contribuant à une meilleure répartition du trafic et à l'extension de la connectivité vers les corridors sud et est. Le projet s'inscrit dans la stratégie nationale de transformation numérique et dans les investissements du groupe Sonatel-Orange dans le secteur des télécommunications. Fin 2024, Orange Sierra Leone [déclarait](#) plus de 3 M d'abonnés mobiles, exploitait 567 sites télécoms, dont 70 % alimentés par des sources d'énergie verte, et avait engagé 50 M USD pour la modernisation de son réseau, désormais compatible 4G et 5G.

Togo

150 M USD de la Banque Mondiale pour stimuler l'investissement privé et la création d'emplois

Le 12 décembre 2025, le Groupe de la Banque mondiale [a approuvé](#) un financement de 150 M USD de l'Association internationale de développement (IDA) destiné à soutenir un programme triennal de réformes structurelles au Togo, visant à promouvoir la transformation économique du pays par le renforcement de l'investissement privé, la création d'emplois de qualité et le développement d'une croissance inclusive. La 1^{ère} étape de ce programme cible le renforcement de la productivité agricole par la sécurisation foncière et l'accès au financement des petits exploitants, l'amélioration des infrastructures dans les secteurs de l'énergie, du numérique et de la logistique, la mobilisation de capitaux privés par un cadre plus attractif pour les investissements directs étrangers, et le développement des compétences via la formation technique et professionnelle. Parmi



les mesures retenues figurent la création de l'Agence nationale du domaine et du foncier (ANDF), la révision des statuts de la Compagnie d'énergie électrique du Togo (CEET), la fixation d'un plafond pour les prix de gros du haut débit et le renforcement de la protection juridique des investisseurs étrangers. Le programme vise à mobiliser jusqu'à 800 M USD de capitaux privés supplémentaires et améliorer les conditions d'emploi de 73 000 personnes sur 5 ans.

Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Octobre 2025 (1/2)

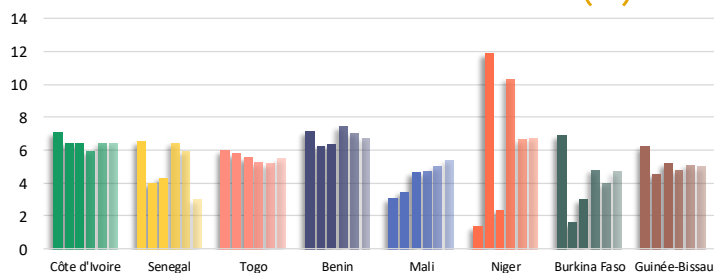
	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant (\$)			Inflation (%)			Revenus (dons inc., % du PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	7,5 %	7,0 %	6,7 %	1 482	1 635	1 788	1,2 %	2,1 %	2,0 %	15,0 %	15,6 %	15,8 %
Burkina Faso	4,8 %	4,0 %	4,8 %	982	1 115	1 246	4,2 %	1,3 %	2,4 %	22,0 %	21,2 %	21,4 %
Côte d'Ivoire	6,0 %	6,4 %	6,4 %	2 723	3 016	3 294	3,4 %	1,0 %	1,5 %	16,4 %	17,4 %	17,9 %
Guinée-Bissau	4,8 %	5,1 %	5,0 %	1 105	1 225	1 342	3,7 %	2,0 %	2,0 %	13,1 %	16,1 %	15,7 %
Mali	4,7 %	5,0 %	5,4 %	930	1 014	1 094	3,2 %	3,5 %	2,0 %	22,1 %	21,8 %	21,8 %
Niger	10,3 %	6,6 %	6,7 %	707	789	864	9,1 %	4,2 %	3,2 %	9,2 %	11,1 %	11,2 %
Sénégal	6,4 %	6,0 %	3,0 %	1 759	1 921	2 030	0,8 %	2,0 %	2,0 %	20,1 %	21,8 %	21,9 %
Togo	5,3 %	5,2 %	5,5 %	1 024	1 120	1 215	2,9 %	2,4 %	4,5 %	19,0 %	18,8 %	18,5 %
Cap Vert	7,2 %	5,2 %	4,8 %	5 329	5 671	6 069	1,0 %	1,5 %	2,0 %	25,0 %	26,5 %	25,1 %
Gambie	5,3 %	6,0 %	5,1 %	865	890	925	11,6 %	7,5 %	4,9 %	21,8 %	26,2 %	25,1 %
Guinée	6,1 %	7,2 %	10,5 %	1 572	1 741	1 909	4,7 %	3,1 %	3,0 %	15,6 %	17,2 %	16,9 %
Liberia	4,0 %	4,6 %	5,4 %	851	904	956	8,2 %	9,8 %	7,7 %	22,3 %	20,2 %	20,1 %
Mauritanie	6,3 %	4,0 %	4,3 %	2 430	2 582	2 717	2,5 %	2,5 %	3,6 %	22,2 %	24,9 %	24,5 %
Sierra Leone	4,4 %	4,4 %	4,9 %	902	980	1 033	28,4 %	9,4 %	10,5 %	11,1 %	10,5 %	12,0 %
Afrique Subsaharienne	4,1 %	4,1 %	4,4 %	1600	1690	1 790	20,3 %	13,1 %	10,9 %	18,1 %	18,4 %	18,2 %

	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dettes publiques (% PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	35,1 %	33,8 %	34,5 %	-6,6 %	-5,5 %	-5,0 %	-3,1 %	-2,9 %	-2,9 %	53,4 %	50,7 %	49,6 %
Burkina Faso	21,9 %	17,5 %	18,8 %	-5,7 %	-1,6 %	-1,3 %	-5,8 %	-4,0 %	-3,5 %	57,2 %	53,2 %	51,7 %
Côte d'Ivoire	26,8 %	28,1 %	30,2 %	-4,2 %	-2,1 %	-1,7 %	-4,0 %	-3,0 %	-3,0 %	59,3 %	55,6 %	54,1 %
Guinée-Bissau	17,5 %	18,5 %	19,1 %	-8,2 %	-6,0 %	-5,3 %	-7,3 %	-3,3 %	-3,4 %	82,2 %	76,2 %	74,0 %
Mali	17,5 %	17,8 %	17,3 %	-4,6 %	-4,6 %	-2,6 %	-2,6 %	-3,4 %	-3,2 %	51,7 %	48,9 %	48,0 %
Niger	20,1 %	22,3 %	22,6 %	-6,0 %	-3,3 %	-5,2 %	-4,3 %	-3,0 %	-3,0 %	47,2 %	42,2 %	41,4 %
Sénégal	37,9 %	31,0 %	27,3 %	-12,5 %	-8,0 %	-5,4 %	-13,4 %	-7,9 %	-5,0 %	128,4 %	122,9 %	124,3 %
Togo	26,8 %	25,6 %	24,2 %	-3,2 %	-1,8 %	-0,6 %	-7,4 %	-7,6 %	-3,0 %	72,1 %	71,9 %	70,6 %
Cap Vert	22,2 %	22,1 %	21,8 %	3,8 %	-0,9 %	-2,3 %	-1,1 %	-1,6 %	-0,9 %	111,2 %	106,0 %	101,0 %
Gambie	25,3 %	24,2 %	26,2 %	-6,7 %	-4,9 %	-4,6 %	-4,1 %	-1,0 %	-0,5 %	80,0 %	74,4 %	70,0 %
Guinée	15,3 %	15,1 %	15,1 %	-14,0 %	-9,7 %	-2,3 %	-5,0 %	-3,2 %	-3,0 %	48,8 %	42,2 %	38,1 %
Liberia	n.d.	n.d.	n.d.	-10,9 %	-13,1 %	-11,8 %	-2,0 %	-1,7 %	-2,4 %	57,2 %	55,7 %	54,2 %
Mauritanie	43,1 %	33,6 %	34,1 %	-9,4 %	-7,2 %	-7,1 %	-1,4 %	-0,5 %	-1,0 %	42,8 %	41,2 %	40,6 %
Sierra Leone	18,3 %	17,4 %	17,8 %	-3,8 %	-3,4 %	-2,0 %	-4,5 %	-4,5 %	-2,1 %	41,7 %	41,2 %	38,6 %
Afrique Subsaharienne	20,5 %	21,0 %	21,7 %	-1,5 %	-1,7 %	-1,8 %	-3,8 %	-3,8 %	-3,6 %	59,1 %	58,5 %	57,3 %

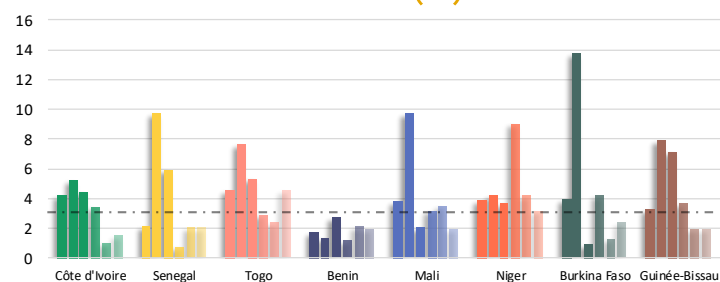


Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Octobre 2025 (2/2)

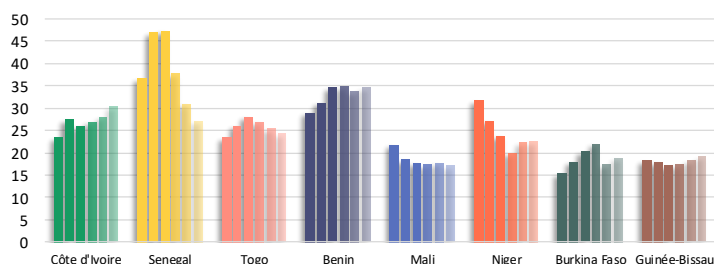
Croissance du PIB réel (%)



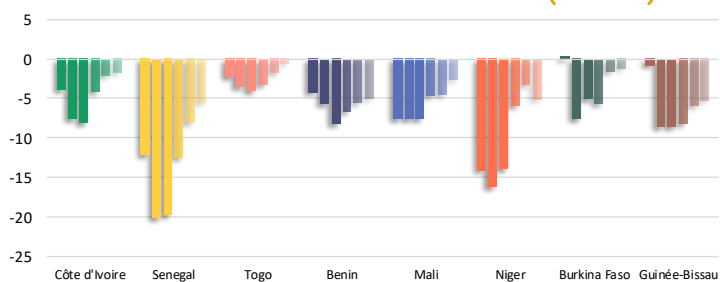
Inflation (%)



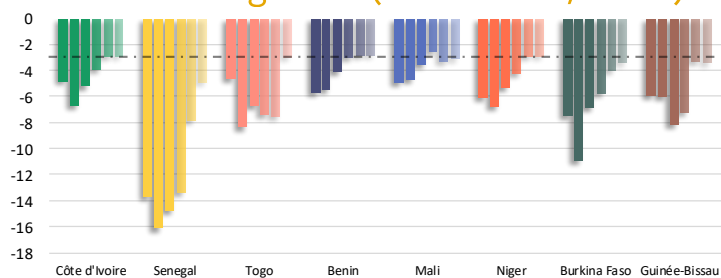
Investissements publics (% PIB)



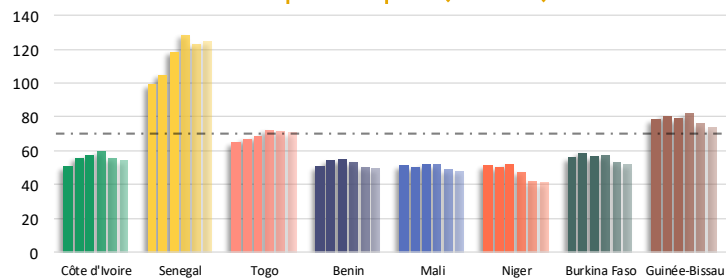
Solde de la balance courante (% PIB)



Solde budgétaire (dons inclus, % PIB)



Dettes publiques (% PIB)



■ 2021 ■ 2022 ■ 2023 ■ 2024 ■ 2025 ■ 2026 - - - - - Seuil régional (quand existant)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtrésor.gouv.fr & suivez notre page [Linkedln](#)